

**Discours de M. Carlo Monticelli,
Gouverneur suppléant pour l'Italie**

(Assemblées annuelles 2011 BAD / FAD, Lisbonne 9-10 juin 2011)

Monsieur le Président,

Monsieur le Président Kaberuka,

Chers collègues Gouverneurs,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais me joindre aux autres collègues pour remercier le Peuple et le Gouvernement du Portugal pour leur chaleureuse hospitalité.

Depuis les dernières assemblées annuelles tenues à Abidjan, des défis difficiles se posent à la Banque liés notamment aux événements historiques enregistrés en Afrique du Nord et à l'évolution politique critique observée en Côte-d'Ivoire. Une fois de plus la Banque a démontré sa capacité à réagir rapidement: elle se tient prête à assurer la continuité de ses opérations, tout en veillant à la protection de son personnel et des familles.

Nous nous réjouissons de la participation croissante de la Banque, en coopération avec d'autres parties prenantes, aux efforts visant à soutenir la Tunisie et l'Egypte conformément au plan d'action présenté à Deauville il y a quelques jours. La Banque est appelée à jouer un rôle important pour aider les gouvernements intérimaires à gérer des processus de transition difficiles et nous entendons appuyer les propositions de prêt pour aider à promouvoir la croissance,

réduire les inégalités et créer de nouvelles possibilités d'emplois en faveur des jeunes.

Dans le même temps, nous attendons un soutien accru en faveur de ces pays dès l'entrée en fonction des nouveaux gouvernements élus. La Banque devrait également se tenir prête à fournir une assistance à la Libye, notamment pour le renforcement des capacités, quand la situation se sera stabilisée.

Après l'aboutissement de la sixième augmentation générale du capital (AGC-VI) et la reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-XII), la Banque a obtenu d'importantes ressources financières, mais elle a également été mandatée pour mettre en œuvre un ambitieux programme de réformes. Cette évolution devrait aider la Banque à être plus efficace en tant que principale institution financière appelée à soutenir les pays membres africains dans leurs efforts visant à réaliser le développement durable et le progrès social.

Nous nous félicitons des résultats enregistrés dans certains domaines, mais exhortons la Banque à accélérer les progrès là où le rythme des réformes n'est pas à la hauteur des attentes. Dans le même temps, nous soulignons la nécessité de préserver la rentabilité et de surveiller attentivement et de manière continue l'incidence financière des décisions concernant les réformes.

Nous sommes conscients que la réalisation du programme ambitieux de réformes défini dans la matrice de l'AGC est une tâche complexe. Toutefois, nous sommes persuadés que sous la houlette du Président Kaberuka, avec le soutien du Conseil d'administration et une large consultation au sein de la Banque, cette tâche pourra être accomplie. L'adhésion totale à ce programme à tous les niveaux de la Banque est essentielle pour permettre à ces réformes d'être pleinement mises en œuvre, une fois approuvées.

Nous considérons quatre domaines de ce processus de réforme comme étant particulièrement importants:

- Premièrement: la décentralisation. Si elle est efficace, elle devrait améliorer la capacité de la Banque à répondre aux besoins de ses membres régionaux et à être un acteur clé dans le dialogue avec les gouvernements et les partenaires au développement.
- Deuxièmement: les résultats. Nous soutenons le renforcement d'une culture des résultats largement partagée à tous les niveaux au sein de la Banque.
- Troisièmement: la gestion des risques. Nous appuyons les efforts visant à redéfinir l'appétit pour le risque, l'adéquation des fonds propres et le modèle de revenus de la Banque, pour renforcer le rôle de la Banque en tant qu'institution de développement, tout en maintenant de solides garanties pour son intégrité et en préservant sa viabilité financière à long terme, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours au capital exigible ou de demander une autre AGC.
- Enfin: la gestion des ressources humaines. Pour accroître la capacité de rétention du personnel professionnel et éviter des taux de vacances de poste et d'attrition excessifs, des mesures appropriées devraient être prises.

Grâce à l'AGC-VI et à la reconstitution des ressources du FAD, la Banque dispose aujourd'hui de ressources adéquates pour répondre aux besoins immédiats de ses pays à revenu intermédiaire et de ses pays membres à faible revenu ainsi que pour renforcer son rôle dans les États fragiles et les pays sortant de conflit. Cependant, bien qu'elles aient sensiblement augmenté, les ressources disponibles sont encore insuffisantes pour répondre aux attentes des pays membres régionaux. Une sélectivité rigoureuse est donc nécessaire dans la détermination des priorités et leur présentation dans un cadre stratégique.

La stratégie à moyen et à long termes devraient rester concentrée et bien ancrée dans les secteurs où la BAD possède un avantage comparatif. Nous pensons que les piliers identifiés en 2008 restent pertinents: infrastructure, développement du secteur privé, gouvernance et éducation de haut niveau. Nous pouvons aussi y ajouter la nécessité de promouvoir l'intégration régionale. S'agissant en particulier du développement du secteur privé, la mise en œuvre de la stratégie devrait contribuer à favoriser un environnement propice aux investissements privés. Il s'agit là d'un pilier essentiel pour le développement économique, la création d'emplois durables et la réalisation de progrès tangibles vers la réduction de la pauvreté.

Nous nous félicitons des efforts déjà déployés par la Banque pour soutenir le secteur privé. Toutefois, le tableau reste incomplet. L'attention ne semble pas être focalisée sur la nécessité d'un secteur privé en soi, mais sur le rôle que le secteur privé pourrait jouer pour compléter le financement des infrastructures, directement ou à travers le partenariat public-privé (PPP). Nous pensons qu'une nouvelle stratégie est nécessaire dans laquelle le secteur privé joue un rôle central et les infrastructures (tout comme la gouvernance, l'éducation et la formation, et l'intégration régionale) jouent un rôle déterminant pour réduire les coûts et les risques liés à la pratique des affaires.

Des cas de succès existent parmi les pays africains: « Emergence de la Renaissance de l'Afrique », « les lions en action ». Il y a diverses raisons d'espérer, mais aussi des facteurs communs: la stabilité macroéconomique, la bonne gouvernance et un secteur privé dynamique sont les fondements de la réussite.

À l'autre extrême, il y a des pays qui sont à la traîne. Pour eux, la possibilité d'atteindre la plupart des Objectifs du millénaire pour le développement est en

péril. Il s'agit notamment des pays où les institutions sont fragiles, les infrastructures économiques faibles et le secteur privé limité et informel.

La Banque africaine de développement devraient continuer à apporter son appui, en aidant les pays qui s'en sortent à consolider leurs réalisations, et en soutenant les autres dans leurs efforts tendant à renforcer les institutions, à accroître la transparence et la responsabilité, à améliorer les infrastructures et à renforcer les compétences.

L'avenir des pays africains est entre leurs mains. Aucune institution de développement ne peut remplacer leur vitalité, leur détermination et leur bonne gouvernance. La Banque peut être un soutien clé, qui apporte son appui aux gouvernements dans leurs efforts visant à éliminer les obstacles et les défaillances du marché qui entravent l'initiative privée, inhibent la croissance inclusive et le progrès social et compromet les perspectives de développement durable.

Monsieur le Président, nous tenons à réitérer le soutien de l'Italie à la Banque et à vous personnellement. Nous sommes prêts à apporter notre appui à la Banque pour l'aider à accomplir son mandat.